



Pratiques trompeuses. Le groupe Investors for Paris Compliance a accusé les cinq grandes banques canadiennes — BMO, Banque Scotia, CIBC, TD et RBC — d'éco Blanchiment. Bien que ces dernières aient annoncé l'objectif d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, elles ont plutôt augmenté leurs émissions de gaz à effet de serre en continuant à prêter de l'argent à des entreprises polluantes.

Zoom sur le monde

Europe : radicaux et populistes de droite menacent l'économie



François Normand

L'

avancée de la droite radicale et de la droite populaire en Europe n'augure rien de bon pour les entreprises qui y vendent ou y achètent des produits, sans parler de celles qui y exploitent des usines. Plusieurs études montrent que ces courants minent l'économie et réduisent le niveau de vie dans les pays où ces droites sont au pouvoir.

Actuellement, ces droites participent au gouvernement en Finlande, en Slovaquie, en Hongrie et en Italie, alors qu'elles appuient le gouvernement en Suède. Aux Pays-Bas, le Parti de la liberté de Geert Wilders est arrivé en tête lors des élections du

22 novembre — à la mi-janvier, il n'avait pas encore réussi à former un gouvernement.

Dans une récente analyse («À l'approche des élections européennes, les droites radicales ont le vent en poupe»), le quotidien financier français *Les Échos* souligne que ces droites arrivent aussi au premier et au deuxième rang dans les sondages nationaux dans plusieurs pays européens, dont en France (le Rassemblement national) et en Allemagne (Alternative pour l'Allemagne ou AfD), les deux plus importantes économies de l'Union européenne (UE).

Règle générale, les droites radicales et populistes s'opposent à l'immigration, à l'Islam ainsi qu'à l'UE, qui affaiblit la souveraineté des pays membres. De nouvelles causes ont émergées au fil des ans, selon le quotidien britannique *The Guardian*: les guerres culturelles, les droits des minorités et les efforts que l'on demande aux citoyens dans la lutte aux changements climatiques, qui sont jugés trop exigeants.

Cependant, avant d'expliquer l'incidence négative de ces droites sur

l'économie européenne, commençons par définir ces courants, qui sont parfois décrits inadéquatement dans le débat public, faussant ainsi l'analyse du risque géopolitique.

Quelles droites ?

Les grands spécialistes des droites Cas Mudde (*The Far Right Today*, 2019) et Jean-Yves Camus (*Les droites extrêmes en Europe*, 2015) affirment que la droite radicale «accepte» les formes de la démocratie, mais qu'elle s'oppose aux éléments fondamentaux de la démocratie libérale, comme les droits des minorités, la règle de droit et la séparation des pouvoirs.

À ne pas confondre, selon eux, avec l'extrême droite, qui «rejette» ou «répudie» l'essence de la démocratie que sont la souveraineté populaire et la règle de la majorité. Historiquement associés à l'Allemagne nazie ou à l'Italie mussolinienne, les partisans de l'extrême droite sont aujourd'hui les néonazis, les néofascistes ou les dirigeants des dictatures de droite.

Quant aux populistes, le spécialiste Jan-Werner Müller (*Qu'est-ce que le*

populisme? 2018) souligne qu'ils sont «hostiles aux élites» et qu'ils sont «fondamentalement antipluralistes». À leurs yeux, eux seuls — nous et seulement nous, illustre l'auteur — représentent le «peuple véritable». Une posture qui divise la société.

La menace économique que représente la montée des droites radicales et populistes en Europe est un problème majeur pour les entreprises canadiennes, car l'Union européenne est un marché stratégique pour le Canada.

Pris comme un bloc, les 27 pays de l'UE ont reçu 4,6% de nos exportations de marchandises en 2022, ce qui en fait notre deuxième marché international après les États-Unis (77%), mais devant la Chine, au troisième rang, à 3,7%, selon Statistique Canada.

Les 27 sont aussi un partenaire clé pour les achats du Canada à l'étranger, car nous y achetons 10,8% des produits que nous importons. En 2022, l'UE était notre troisième marché d'importation, après les États-Unis (49,1%) et la Chine (13,5%).

Incidences majeures

Trois études documentent bien l'incidence de ces droites sur l'économie.

En juin, le Fondation Carnegie pour la paix internationale (Carnegie Endowment for International Peace), un groupe de réflexion de Washington, a publié *How Does Business Fare Under Populism?*. Selon l'auteur de l'étude, les stratégies populistes «réduisent la croissance et tendent vers le nationalisme économique».

Par exemple, selon l'analyse du bilan de dirigeants populistes de 1900 à 2020, ces derniers freinent la croissance d'environ 1% par année ainsi que l'ouverture de leur pays au commerce international, en plus de contribuer généralement à la hausse de l'inflation.

Une autre étude, publiée en 2022, par trois auteurs chapeautés par Science Po, en France (*Populist Leaders and the Economy*), affirme que «le coût du populisme est très élevé» d'après l'analyse du bilan économique à long terme de 51 présidents et premiers ministres.

Ainsi, après avoir eu un gouvernement populaire au

pouvoir pendant 15 ans, ces pays affichent un PIB par habitant inférieur de 10% à un scénario plausible sans gouvernance populaire.

Une troisième étude (*«The macroeconomic impact of radical right populist parties in government»*), publiée en 2022 par deux chercheurs de l'Université Rovira et Virgili, en Espagne, montre que la présence d'une coalition formée d'un parti populaire de la droite radicale et d'un parti conservateur «peut conduire à une hausse de l'inflation et à une baisse de la production».

Comme les droites radicales et populistes en Europe veulent limiter grandement l'immigration, on pourrait aussi ajouter que leurs politiques réduisent le bassin de main-d'œuvre des entreprises dans les pays où elles participent au gouvernement ou l'appuient.

Cette tendance peut miner le potentiel de croissance économique des clients et des fournisseurs des entreprises canadiennes en Europe, tout comme celui de nos entreprises qui y exploitent une ou plusieurs usines. ^{la}

PSB BOISJOLI

CERTIFICATION \ FISCALITÉ \ SERVICES CONSEILS FINANCIERS

FIER DE PROMOUVOIR L'EXCELLENCE!

PSB BOISJOLI est un cabinet comptable entièrement dédié aux besoins financiers des PME.

Chez PSB BOISJOLI, nous sommes fiers d'appuyer et de récompenser l'excellence à tous les niveaux.

Félicitations à nos nouveaux associés!



ELENA UBIKON, CPA auditrice
Associée, Comptabilité & certification

CARL VALADE, CPA, EÉE
Associé, Services Conseils Financiers



Zoom sur le monde

Ukraine : attention à une paix prématuée et déstabilisatrice



François Normand

S

i Kyiv négocie trop rapidement un accord de paix avec la Russie, comme le suggèrent plusieurs acteurs politiques et analystes en Occident, l'Ukraine pourrait commettre une grave erreur. De surcroît, une paix prématuée laissant gagner *de facto* Moscou rendrait le monde plus instable et dangereux pour nos entreprises, en Europe et ailleurs dans le monde.

Deux ans et demi après le début de l'invasion russe de l'Ukraine, on peut comprendre pourquoi des voix sont plus nombreuses pour réclamer la fin de cette

guerre éprouvante pour les Ukrainiens. Chaque jour ou presque, les bombardements russes tuent des civils dans l'ensemble du pays.

Certes, depuis août, l'armée ukrainienne a fait une incursion en Russie, dans la région administrative de Koursk. Cette attaque surprise a même forcé Vladimir Poutine à rapatrier des soldats engagés dans l'est de l'Ukraine pour défendre ce territoire russe, mais sans grand succès pour l'instant.

Cela dit, étant donné le déséquilibre des forces, on voit mal comment les Ukrainiens pourraient garder à long terme ce territoire qui fait un peu plus de 2160 kilomètres carrés, soit environ cinq fois la superficie de l'île de Montréal.

Mais pourquoi Kyiv a-t-il fait cette incursion? Tout simplement pour tenter d'établir un rapport de force avec Moscou, qui n'existe pas actuellement.

Ne pas récompenser la Russie

Pour qu'un éventuel traité de paix soit acceptable pour les Ukrainiens et ait un effet stabilisateur, il ne faut pas

«récompenser» la Russie pour son invasion, qui lui a permis d'accaparer 20% du territoire ukrainien.

Bref, les deux parties doivent faire des compromis, avec des échanges de territoires. Sinon, ce sera une capitulation de l'Ukraine.

Or, dans l'état actuel des choses, c'est à peu près ce que suggèrent des acteurs politiques et des analystes, en proposant que Volodymyr Zelensky négocie un traité de paix avec Vladimir Poutine.

Aussi bien intentionnée soit-elle, cette suggestion est une mauvaise idée.

N'ayant pas de rapport de force actuellement, l'Ukraine perdrait sur toute la ligne, car la Russie n'aurait pas à céder des territoires conquis. La victoire totale russe risquerait aussi d'entraîner des conséquences graves en Europe et ailleurs dans le monde.

Comme aux échecs, l'anticipation de scénarios potentiels est une règle d'or dans l'analyse du risque géopolitique. Or, visiblement, plusieurs artisans d'une paix prématuée et imposée à l'Ukraine

n'ont pas réfléchi deux ou trois coups à l'avance.

Si Vladimir Poutine gagne sur toute la ligne en Ukraine, croyez-vous vraiment qu'il s'arrêtera là? Des analystes semblent le croire, mais il est fort légitime d'en douter.

Dans une analyse publiée en 2023, l'Atlantic Council, un groupe de réflexion américain, affirmait qu'une «paix prématuée avec Poutine pourrait être désastreuse pour la sécurité internationale».

Selon l'organisme, un «succès» russe en Ukraine pourrait encourager le maître du Kremlin à intervenir, notamment en Moldavie et au Kazakhstan, où il y a d'importantes minorités russophones, comme en Ukraine.

Les conséquences pour Taïwan

Si Donald Trump retourne à la Maison-Blanche en janvier, Moscou pourrait aussi être tenté de tester la solidarité des pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en s'attaquant par exemple à l'Estonie, où les russophones représentent 23% de la population.

Les États-Unis, le Canada et les Européens seraient-ils prêts à risquer le déclenchement de la Troisième Guerre mondiale pour défendre les Estoniens?

En Asie, une victoire russe en Ukraine pourrait aussi convaincre la Chine d'accroître la pression sur Taïwan, avec un blocus maritime ou une tentative d'invasion — un scénario possible d'ici 2027, selon l'armée américaine.

Le parti communiste chinois (PCC) prétend que Taïwan est une province renégate (la 23^e province chinoise). Par conséquent, l'île doit être réunifiée à la Chine continentale, comme l'ont été les anciennes colonies de Macau (portugaise) et Hong Kong (britannique).

Une victoire russe en Ukraine — qui discréditerait les États-Unis, comme après leur départ précipité et chaotique d'Afghanistan en 2021 — pourrait aussi encourager d'autres régimes autoritaires à déstabiliser leur zone d'influence.

On peut penser à l'Iran contre Israël, avec ses

proxys (ses partenaires non étatiques), comme le Hezbollah libanais, les Houthis yéménites, les factions armées chiites irakiennes et le Hamas palestinien.

Un scénario à la coréenne?

C'est sans parler de la Corée du Nord, qui est toujours à couteaux tirés avec la Corée du Sud, que le président nord-coréen Kim Jong-un menace régulièrement d'*«anéantir»*. Comme les deux pays ont signé un armistice en 1953 (pas un traité de paix), ils sont donc techniquement encore en guerre.

Un scénario à la coréenne — un armistice, avec un front gelé — serait d'ailleurs sans doute le moins grave des scénarios en Ukraine. Ce serait un match nul entre Kyiv et Moscou, sans gagnant ni perdant.

Au moins, ce scénario inspiré de la guerre de Corée aurait le mérite de ne pas alimenter l'impérialisme et la conquête de territoires, comme le ferait une paix prématuée et déstabilisatrice imposée à l'Ukraine en ce moment. la

Width: 10 in; Depth: 3 in; Ad Number: 6118; Customer Name: Les Affaires Context (House)

événements
les affaires | Conférence

Filière batterie

Besoins et occasions d'affaires actuels et émergents dans la filière batterie

1 octobre 2024
Théâtre St-James, Montréal | **Également disponible en virtuel**

30% DE RABAIS
CODE : JLA24

INSCRIVEZ-VOUS
evenements.lesaffaires.com



Zoom sur le monde

Liaisons dangereuses des autocraties en Eurasie



François Normand

Une alliance militaire se reforme en Eurasie, rappelant le bloc communiste monolithique du début de la guerre froide, formé par l'ex-URSS, la Chine maoïste et la Corée du Nord. Aujourd'hui, cette alliance comprend la Russie, la Chine et la Corée du Nord, mais aussi le régime des mollahs en Iran. Ces pays posent et poseront une menace à la stabilité mondiale et aux activités des entreprises internationales dans un avenir prévisible.

Ce risque géopolitique est majeur pour les entreprises qui commercent ou qui investissent en Europe de l'Est, au Moyen-Orient et en

Asie-Pacifique. Pourquoi? Parce que ces quatre pays sont au cœur des principaux points de tension en Eurasie, soit la vaste plaque continentale qui regroupe l'Europe et l'Asie:

- L'invasion russe de l'Ukraine depuis février 2022;
- La guerre entre l'Iran (et ses serveurs mandataires) et Israël depuis le 7 octobre 2023;
- La volonté de la Chine d'annexer Taïwan (plus de 60 % de la production mondiale de semi-conducteurs et plus de 90 % de ceux de haute qualité), qu'elle considère comme une province renégate depuis 1949;
- La guerre larvée entre la Corée du Nord et la Corée du Sud depuis la fin de la guerre de Corée (1950-1953) — il y a un armistice, mais pas de traité de paix.

Ces quatre points de tension entraînent déjà des répercussions sur les prix et la disponibilité de certains produits et de certaines ressources naturelles (du pétrole aux denrées agricoles), mais aussi sur certaines chaînes logistiques, en augmentant les prix et les

délais de transport. Par exemple, la mer Rouge — par laquelle transite habituellement 12 % du commerce international — est pratiquement fermée en raison de la guerre entre Israël et les proixys de l'Iran, à commencer par les Houthis, au Yémen, qui y bombardent la marine marchande. Résultat: les navires passent désormais par le cap de Bonne-Espérance, en Afrique du Sud.

Un ordre international contesté

Certes, la Russie, la Chine, la Corée du Nord et l'Iran ne forment pas une alliance militaire formelle et cohérente comme les 32 pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à laquelle participent le Canada et les États-Unis.

C'est sans parler de l'étroite collaboration entre les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, au sein du Quadrilateral Security Dialogue (QUAD), afin de contrer la tentation hégémonique de la Chine dans la région.

Ou de l'alliance militaire AUKUS, qui regroupe

l'Australie, le Royaume-Uni et États-Unis.

Cela dit, Moscou, Beijing, Pyongyang et Téhéran se concertent et partagent un même objectif: contester l'ordre international mis en place par les Américains au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale.

Cet ordre repose sur l'Organisation des Nations unies (ONU), le droit international et le respect de la souveraineté nationale. Toutefois, les États-Unis ont bafoué ces principes en 2003, en envahissant l'Irak sous le prétexte que le régime de Saddam Hussein détenait des armes de destruction massive.

Pas d'alliance, mais une collaboration étroite

De plus, depuis la guerre en Ukraine, qui a détaché l'économie russe de l'Occident (hydrocarbures, technologues, flux financiers), les quatre puissances révisionnistes collaborent sur les plans militaire et économique.

La Chine vend des machines et des technologies à la Russie. L'Iran fournit des drones à l'armée

russe pour bombarder l'Ukraine. La Corée du Nord a envoyé des missiles et, depuis peu, des troupes en Russie afin de l'aider à vaincre l'armée ukrainienne. La Russie vend de plus en plus son pétrole et son gaz naturel à la Chine.

Halford John Mackinder, homme politique britannique qui est souvent présenté comme le père de la géopolitique, estimait que qui domine l'île mondiale (l'Eurasie) domine le monde.

Les forces de l'Axe — l'Allemagne nazie, l'Italie fasciste et le Japon impérial — ont tenté de la contrôler durant la Deuxième Guerre mondiale, mais sans succès. Tout comme le bloc communiste, au début de la guerre froide, mais aussi sans succès.

À ces deux occasions, les États-Unis et leurs alliés ont résisté à ces visées hégémoniques.

Nous nous préparons peut-être à vivre une troisième tentative en moins de 100 ans avec les nouvelles velléités hégémoniques de la Russie, de la Chine, de la Corée du Nord et de l'Iran. La Russie veut vaincre

l'Ukraine pour l'avaler complètement ou en partie. La Chine veut annexer Taïwan. La Corée du Nord se désintéresse de la réunification et considère désormais la Corée du Sud comme un État hostile à abattre. Et l'Iran veut détruire l'État d'Israël.

Et si les puissances révisionnistes gagnaient?

Si ces quatre régimes autoritaires atteignent un jour leurs objectifs, ils exercent alors un pouvoir important en Eurasie, risquant de marginaliser l'Occident et leurs alliés en Europe, au Moyen-Orient et en Asie-Pacifique.

La démocratie et l'État de droit seraient en retrait dans le monde. Les chaînes logistiques seraient encore plus perturbées, à commencer par celle des semi-conducteurs qui serait alors contrôlée par la Chine.

Si ces quatres puissances y arrivent un jour, nous vivrons dans un monde très différent, marqué par les guerres de conquête et l'autoritarisme, ainsi que dans une démondialisation du commerce international. la

événements
les affaires

CONFÉRENCE

GESTION DU CHANGEMENT

AGISSEZ MAINTENANT: SURMONTEZ VOS DÉFIS
AVEC DES COMPÉTENCES RENFORCÉES

4 DÉCEMBRE 2024

VIRTUEL
evenements.lesaffaires.com



**30 %
DE RABAIS
CODE:
JLA24**